

Marx et Keynes

Traduit du *Western Socialist*, Boston, EU, novembre-décembre 1955.

L'économie politique classique, le début de laquelle on fait remonter habituellement à Adam Smith, trouva son expression meilleure mais aussi sa fin dans David Ricardo. Ricardo, dit Marx, a fait « délibérément de l'antagonisme des intérêts de classe, de l'opposition entre salaire et profit, profit et rente, le point de départ de ses recherches. Cet antagonisme (...), il le formule naïvement comme la loi naturelle, immuable, de la société humaine. C'était atteindre la limite que la science bourgeoise ne franchira pas. »¹ En effet, pousser la critique plus loin ne pouvait aboutir qu'à mettre en lumière les contradictions et les limitations propres au système de production capitaliste. Tout en parvenant à des résultats que les économistes bourgeois étaient décidément incapables d'obtenir, Marx avait le sentiment d'être tout à la fois l'héritier authentique et le destructeur de l'économie politique bourgeoise.

Le développement ultérieur de la théorie économique a appuyé l'avis de Marx. Même si l'économie bourgeoise était effectivement incapable de progresser, elle n'en a pas moins su changer de visage. Les économistes classiques avaient mis l'accent sur la production et sur le système en tant que tel ; leurs successeurs le mirent sur l'échange et sur l'entreprise en tant qu'unité particulière. Même si aucun doute sérieux ne s'est élevé que le système capitaliste soit naturel, raisonnable et invariable, le désaccord croissant entre la théorie libérale et la réalité sociale a détruit la confiance première de la théorie économique bourgeoise. Avec l'aggravation des difficultés économiques toutefois, il fallut se pencher sur le cycle industriel, les facteurs contribuant à engendrer la prospérité comme les crises et les dépressions. L'école néo-classique — dont le représentant le plus connu reste Alfred Marshall — s'efforça de transformer l'économie politique en une science susceptible d'être appliquée, c'est-à-dire de découvrir des moyens d'influer sur les fluctuations du marché, afin d'accroître la rentabilité du capital et le bien-être social en général. La durée et la violence croissantes des dépressions toutefois allaient bientôt changer son optimisme renouvelé en un désespoir encore plus profond, et la stérilité de la théorie bourgeoise amena encore une fois les économistes à saisir la sécurité moins embarrassante de la « théorie pure » et le silence du monde académique.

C'était pendant la « grande crise » des années 1930 que la pensée économique a été ressuscitée par les théories « osées » de John Maynard Keynes. Son œuvre principale, *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, fut acclamée comme une « révolution » de la pensée économique, et devait amener la formation d'une école nouvelle, l'école « keynésienne ». Tandis que les économistes fidèles à l'« orthodoxie » prenaient position contre cette tendance, la qualifiant les uns de « socialisante », les autres d'« illusoire », certains soi-disant socialistes cherchaient à amalgamer Marx et Keynes ou, plus exactement, à faire passer les théories du second pour le « marxisme de notre temps ». Le scepticisme de Marx quant au futur de la théorie économique bourgeoise fut présentée comme la marque de l'incapacité — ou de la mauvaise volonté — de critiquer les classiques d'une manière constructive. Par contre, Keynes avait, disait-on, donné corps aux aspirations d'Alfred Marshall : la réforme et le progrès du système capitaliste. Ces tentatives, aussi bien que la popularité des « keynésiens », en général et dans les milieux académiques, et l'insistance des keynésiens sur l'applicabilité pratique de leurs raisonnements économiques, font qu'il est à la fois opportun et informatif d'examiner leurs prétentions et d'analyser l'œuvre de leur maître décédé à la lumière du développement actuel et des tendances reconnaissables de la société d'aujourd'hui. Ce qui appelle une comparaison entre les points de vue keynésien et marxien.

II

Avant la publication de la *Théorie générale*, on voyait Keynes comme un économiste de l'école néo-

1 *Le Capital*, livre I, postface de la deuxième édition allemande.

classique dont le langage marginaliste était le sien. Les catégories économiques étaient habillées en termes psychologiques, tirés, il est à croire, de la « nature humaine ». Les anticipations et les déceptions individuelles déterminent la vie économique et Keynes parlait même des instincts des individus à faire et à aimer l'argent comme la force motivante principale de la machine économique. Selon lui, les individus, en vertu d'une « loi psychologique », tendent à consommer une fraction de plus en plus réduite de leur revenu à mesure que ce revenu accroît. Quand le revenu réel global accroît, bien entendu la consommation accroît également mais moins que le revenu. Supposant que tout investissement ait pour conséquence ultime de combler les exigences de la consommation, on verra le volume de l'épargne s'élever plus vite que celui des investissements. Que tel soit le cas, et la demande globale fléchira et le niveau effectif de l'emploi en fera autant, faute d'offre du côté de la main-d'œuvre. Voilà un phénomène qui caractérise les sociétés « mûres » où la quantité énorme de l'équipement en capital déjà en place contribue à déprimer l'efficacité marginale, la rentabilité, du capital et à décourager l'espérance de rapports futurs. D'où à son tour une attitude psychologique où les possesseurs de richesses préfèrent conserver leur épargne sous forme liquide plutôt d'investir dans des entreprises qui ne paraissent guère prometteuses, voire pas du tout.

La stagnation économique et le chômage à grande échelle étaient au centre de l'intérêt de Keynes. La théorie économique traditionnelle était liée aux conditions imaginaires du plein emploi et à « la loi de débouchés » de Say. Comme Say, Keynes voyait dans la consommation présente et future le but de toute activité économique, mais, à la différence de l'économiste français, il ne croyait plus que l'offre crée une demande suffisante pour maintenir le plein emploi. La réfutation de la « loi de Say » est acclamée comme l'aspect le plus important de la théorie keynésienne, partiellement parce qu'il réfute cette « loi » sur sa base même en démontrant que l'offre ne crée pas sa propre demande précisément de ce « fait » que la production est en tout subordonnée à la consommation.

Près de soixante-quinze ans plus tôt, Marx faisait déjà observer qu'une expansion accélérée du capital permet d'accroître l'emploi, que la consommation et la « consommation » dans des conditions de production capitaliste sont deux choses différentes, et que la production totale ne peut accroître que si elle fournit une part du total plus grande à ceux qui possèdent et qui contrôlent le capital. Quant à Say, il estimait inutile de démolir ce « comique prince de la science », quand bien même « ses admirateurs sur le continent l'ont célébré comme l'inventeur de ce fameux trésor de l'équilibre métaphysique des achats et des ventes »². Aux yeux de Marx, la loi de Say perdait toute espèce de fondement dès qu'on tenait compte de la disparité croissante entre les exigences de profit inséparables de l'expansion du capital et celles de la société en matière de production considérées dans une optique rationnelle, entre la « demande sociale » et les besoins sociaux effectifs ; et Marx avait démontré que l'accumulation du capital présuppose une armée de réserve industrielle de chômeurs.

III

Quand, si tardivement, Keynes approcha à la position de Marx, ce n'était pas pour signaler une contradiction inhérente à la production du capital mais pour saluer la disparité entre l'emploi et l'investissement comme un grand accomplissement. Selon lui seule « une communauté riche est obligée de découvrir des occasions d'investissement beaucoup plus nombreuses, pour pouvoir concilier la propension à épargner de ses membres les plus riches avec l'emploi de ses membres les plus pauvres. »³ Cependant, sans l'élimination de l'écart entre le revenu et la consommation, il s'en suit dans la théorie de Keynes que « chaque fois que nous assurons l'équilibre d'aujourd'hui en augmentant l'investissement, nous aggravons la difficulté que nous aurons à assurer l'équilibre demain »⁴. Mais, en ce qui concerne le proche avenir, Keynes jugeait ces difficultés surmontables grâce à des politiques gouvernementales visant à diminuer la « préférence pour la liquidité » et à augmenter la « demande effective » par moyen de l'inflation contrôlée, des taux d'intérêt réduits et des salaires réels plus bas,

2 *Contribution à la critique de l'économie politique.*

3 *Théorie générale*, Paris, 1942, p. 123.

4 *Théorie générale*, [livre I, ch. 3, II].

promouvant ainsi les stimulants à investir. Si cela ne suffit pas, le gouvernement peut accroître l'activité économique par les travaux publics et le financement déficitaire. Avec le plein emploi comme le critère, l'efficacité des diverses interventions dans l'économie de marché peut être testée expérimentalement. Tout ce qui n'amène pas le plein emploi n'est pas suffisant. Puisque l'emploi accru par le truchement du « pump priming » peut amener « l'emploi secondaire » dans des branches additionnelles de la production, on a supposé qu'il l'amène. Et si tout s'échouait, il existait toujours la possibilité d'un contrôle direct de l'investissement par le gouvernement.

Ce n'est pas nécessaire d'être d'accord avec Keynes quant à la cause du chômage pour reconnaître que les politiques qu'il a suggérées pour le combattre ont été les politiques de tous les gouvernements dans l'histoire récente, qu'ils aient eu connaissance de ses théories ou pas. Ces politiques ont fait leur début historique bien avant leur expression théorique. On a déjà tenté toutes les innovations monétaires et fiscales : les travaux publics, l'inflation et le financement déficitaire sont aussi vieux que le règne de gouvernements et ils ont été employés dans maintes situations de crise. Aux temps modernes cependant, on les a regardés comme des exceptions à la règle, excusables dans des temps de stress social mais désastreux comme politique permanente.

IV

Pour Marx, les contradictions inhérentes à la production du capital n'ont pas un caractère « économique » au sens bourgeois du terme. Il ne s'occupe pas avec les relations de l'offre et de la demande du marché mais avec l'effet des forces de production sociales sur les relations sociales de production capitalistes, c'est-à-dire, les résultats de la productivité croissante sur la production de la valeur et de la plus-value. La thèse bourgeoise disjoint la productivité croissante, fêtée comme le produit du capital lui-même, de ses implications sociales. Pour Marx, elle est la variable indépendante qui détermine tous les autres variables dans le système de relations économiques.

La signification spéciale du travail et de sa productivité croissante dans le schéma de raisonnement de Marx, amena sa découverte d'une tendance de développement nette quant à l'accumulation du capital, tendance qui révélait des changements qualitatifs à la suite des changements quantitatifs. Il a pu montrer que le « mécanisme d'équilibre » capitaliste doit changer lui-même au cours de l'expansion du capital et que c'est celui-ci qui détermine et modifie les forces du marché de l'offre et de la demande, puisque les lois du marché doivent s'affirmer dans le cadre d'un « équilibre » qui se développe entre les forces de production sociales et les relations de production capitalistes.

L'accroissement de la productivité, de la plus-value et de l'accumulation du capital constitue un même processus. Il implique un accroissement plus rapide du capital investi dans les moyens de production que celui investi dans la force de travail. Cela entraîne ce que Marx a appelé une « composition organique du capital croissante ». Puisque les profits se calculent sur le capital total investi, une tendance à chuter doit se manifester parce que la partie du total qui seule donne de la plus-value devient relativement plus petite. Bien entendu, le processus entraîne également une capacité croissante d'extraire davantage de plus-value, ainsi rendant nul la « tendance » des profits à chuter, et constituant la raison pour le processus lui-même. Mettant à coté toutes les complications de l'exposition de Marx, son schéma abstrait de l'expansion du capital montre qu'outre la concurrence comme moteur de l'expansion du capital dans la réalité du marché, la production et l'accumulation capitalistes trouvent déjà dans le caractère double de la production du capital — telles les valeurs d'échange et d'usage — un élément limitant, à ne surmonter que par l'expansion et l'extension continues du mode de production capitaliste. Afin de prévenir un taux de profit qui chute, l'accumulation ne doit jamais cesser. On doit extraire de plus en plus de plus-value, ce qui entraîne le révolutionnement régulier de la production et l'extension continue des marchés. Aussi longtemps que l'accumulation est possible, le système capitaliste prospère. Si l'accumulation s'arrête une crise et une dépression s'installent.

Marx et Keynes, tous les deux, donc, même si pour des raisons différentes, reconnaissent le dilemme capitaliste dans un taux d'accumulation qui baisse. Keynes diagnostique sa cause dans un manque de stimulant à investir. Marx, regardant derrière le manque de stimulant, en trouve les raisons dans le caractère social de la production en tant que production du capital. Keynes ne regarde pas les crises et

des dépressions comme étant des aspects nécessaires de la formation du capital ; elles ne sont que telles dans les conditions du laisser-faire et que dans le sens de l'équilibre économique qui n'inclut pas le plein emploi. Pour Marx, cependant, une accumulation du capital continue présuppose des périodes de crises et de dépression, car la crise n'est que « le mécanisme d'équilibre » qui agit dans le capitalisme à l'égard de son développement. C'est dans la période de dépression que la structure du capital subit les changements nécessaires qui rétablissent la rentabilité perdue et qui permettent l'expansion nouvelle du capital.

V

La théorie d'accumulation de Marx par sa critique de la théorie classique anticipa la critique de Keynes de la théorie néo-classique. Dans son essence la « révolution » keynésienne représente une répétition partielle des quelques-unes des critiques de Marx de l'économie capitaliste et de sa théorie. Keynes n'étudia pas sérieusement les théories de Marx, et il ne sentit pas la nécessité de le faire parce qu'il assimila ces théories à celles des classiques. En s'opposant à la théorie classique Keynes pensa qu'il s'opposa en même temps à Marx. Mais, en vérité, loin de traiter de l'une ou de l'autre, il attaquait la théorie néo-classique du marché qui avait cessé de présenter des rapports un tant soit peu sensibles avec les idées de Smith et de Ricardo. La critique de Marx de l'économie classique, cependant, ressemble à la critique de Keynes des néo-classiques, même si elle coupe plus profondément que celle de Keynes parce que les classiques avaient été des penseurs plus profonds que leurs émules apologétiques et parce que Marx n'était pas un réformateur bourgeois.

Même si Keynes voulait « pulvériser les fondations ricardiennes du marxisme », pour ce faire il a dû d'abord se placer sur ces mêmes fondations. Il accepta la théorie de valeur dans le sens ricardien, dans laquelle le travail comme le seul facteur de production inclut « les services personnels de l'entrepreneur et de ses assistants. » Comme Marx il s'occupa avec des totaux économiques, mais tandis que dans le système de Marx l'analyse aux termes des totaux économiques allait mener à la découverte de la tendance de base de l'accumulation du capital et rien d'autre, dans le système keynésien elle allait servir comme la fondation d'une politique capable d'appuyer la tendance sans nuire aux relations de production capitalistes. Réduit à sa plus simple expression, le modèle de Keynes se présente comme un système clos divisé en deux secteurs de production : celui des biens de consommation et celui des biens capitaux. La dépense totale exprimée en unités de salaire (basées sur l'heure de travail) dans ces deux secteurs correspond au revenu total. Quand la demande globale, c'est-à-dire la somme de la demande de biens de consommation et de la demande de biens capitaux, est égale au revenu total et implique que le total de l'épargne est égal à celui de l'investissement, le système est censé se trouver en équilibre. Une baisse de la demande globale, laissant supposer une disparité entre l'épargne et l'investissement, a pour effet de réduire le revenu total et de provoquer du chômage. Si l'on veut sortir de cette situation, il faut faire en sorte d'accroître la demande globale et de la porter au niveau où le revenu total implique le plein emploi.

Dans le système de totaux économiques globaux de Marx le capital constant est la propriété de la classe capitaliste, le capital variable est l'équivalent social de la force de travail, et la plus-value est la source de l'accumulation et du revenu de la classe régnante. Il ne s'agit pas ici du « revenu social » et du « produit social » et des relations entre eux, mais de l'exploitation capitaliste de la force de travail.

VI

Avant la Deuxième Guerre mondiale les théories de Keynes ne possédèrent qu'une vérification modeste. En effet il avait l'alibi parfait : soit que ses théories n'étaient pas appliquées, soit que elles l'ont été mais trop chichement. Lorsque la production de guerre se mit à démarrer, Keynes se dit définitivement convaincu que sa théorie trouverait enfin confirmation : on allait voir maintenant « quel niveau de consommation il faut à une collectivité libre, moderne (...), pour arriver à proximité de l'emploi optimal de ses ressources »⁵. Cependant, les mesures liées à l'état de guerre n'avaient rien à voir avec l'idéologie keynésienne. Ni elles ne différaient des mesures prises au cours de la guerre précédente, ni elles ne variaient d'un pays à l'autre, dont tous pourtant n'avaient pas opté pour la « révolution keynésienne ».

5 *The New Republic* (New York), 29 juillet 1940.

Toutes les innovations associées à l'économie dirigée de la Deuxième Guerre mondiale — inflation de la monnaie et du crédit ; contrôle des prix ; contrôle de la main-d'œuvre ; priorités ; épargne forcée ; rationnement ; etc. — avaient déjà été mises en vigueur pendant le débâcle précédent, alors que les conceptions « orthodoxes » prédominaient encore en économie.

Si l'économie de guerre a « démontré » la validité de la théorie de Keynes, elle l'a fait à un tel degré que la théorie elle-même a dû se renverser. Bien qu'elle n'ait pas réussi à accroître la « propension à consommer » pendant la dépression, elle a été un « brillant succès » en la réduisant pendant la guerre. Incapable d'accroître les investissements de manière à créer le plein emploi, elle amena la pénurie de postes de travail par les destructions du capital. Bien que laissée de côté pendant la durée des hostilités, sa théorie recouvrera sa validité dès le « retour à la normale ». Quant à la guerre elle-même, elle ne fit que renforcer Keynes dans l'idée qui lui était chère, à savoir : que tout système économique, s'il y tient, peut jouir du plein emploi. Il ne soupçonna pas qu'à notre époque, seules la guerre et la préparation à la guerre permettent d'y arriver. Mais d'autres que lui s'en aperçurent ; l'« esprit » keynésien apparaît mieux en général chez des avocats de l'« Etat providence » tel William Beveridge qui, vers la fin de la guerre, élaborait un plan de plein emploi qui prévoyait « la socialisation de la demande sans socialisation de la production »⁶. Fondé sur les principes keynésiens, ce plan, qui devait être réalisé grâce à des moyens fiscaux, visait à recréer en temps de paix le plein emploi du temps de guerre.

Les craintes d'un retour du chômage massif à la fin de la guerre se révélèrent en fin de compte exagérées. Une différence nette entre économie de guerre et économie de paix n'existait pas et il était inutile de recourir au plan Beveridge — ou à tout autre plan — en vue d'arriver au plein emploi des ressources nationales. Depuis le commencement de la « révolution keynésienne » donc aucune occasion réelle ne s'est pas présentée pour tester sa validité pratique. Néanmoins l'intervention gouvernementale pendant la dépression a fait accroître l'emploi jusqu'à un certain point. On peut donc dire que la théorie s'est montrée valide d'une façon très générale partout où on l'a appliquée et dans la mesure qu'on l'a appliquée. Dans ce sens cependant le keynésianisme ne serait qu'un autre nom des politiques gouvernementales pendant une dépression et n'est pas plus que la suggestion que le gouvernement dût s'occuper des aspects anticipatoires de la formation du capital lorsque l'initiative privée commence à se ralentir. Aussi longtemps que la production sera encore la production pour l'avantage privé, son expansion sera la responsabilité du gouvernement — une extension logique du système de crédit par un changement de la gestion financière privée à la gestion financière gouvernementale.

Pas seulement du point de vue keynésien, mais de tout point de vue réaliste, on voit l'intervention gouvernementale comme une nécessité inéluctable. Les défenseurs de l'« Etat providence » et ceux de l'entreprise privée, tous les deux, préconisent la croissance de l'« économie du bien-être ». Néanmoins même si personne ne semble douter que la gestion gouvernementale se soit installée, la question de sa nature reste controversée. Les Keynésiens favorisent en général plus d'intervention gouvernementale, mais puisque l'accroissement suivi de la régulation gouvernementale et du financement déficitaire est synonyme de la transformation du système de capitalisme privé en capitalisme d'Etat, on s'y oppose comme une forme de « socialisme rampant ». Parce que l'on pourrait voir le keynésianisme comme un état transitoire vers une économie pleinement réglementée par le gouvernement, il est devenu la théorie de la réforme sociale au sein du système capitaliste. En tant que telle elle se situe en pleine opposition au marxisme qui, lui, ne s'occupe pas avec la réforme sociale mais avec l'abolition du système capitaliste.

6 W. H. Beveridge, *Du travail pour tous dans une société libre*, Paris, 1945, p. 28.